

« Préface »

Robert M. Solow

L'Actualité économique, vol. 81, n° 1-2, Mars-Juin 2005, p. 7-9.

Ce document est disponible à l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/012834ar>

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/documentation/eruditPolitiqueUtilisation.pdf>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

PRÉFACE

Robert M. SOLOW

Department of Economics

Massachusetts Institute of Technology

En économie, il existe peu de domaines autres que l'étude de la productivité pouvant attirer autant d'intérêt scientifique tout en ayant une si grande portée sociale. Pour toute entité économique d'envergure, comme un pays entier, l'augmentation de la productivité constitue la seule façon relativement stable de hausser le niveau de vie. Aussi est-il capital a) de connaître l'évolution de la productivité dans le passé, en des lieux et circonstances diverses, b) de tenter de déduire de cette information une compréhension des sources de la croissance de la productivité et de leurs interactions, afin de c) formuler des prédictions éclairées concernant la croissance ultérieure de la productivité et d) la façon avec laquelle les politiques pourraient l'influencer. Ce sont précisément les thèmes des articles de ce numéro. Certains les abordent au niveau macroéconomique, et c'est à ce palier que j'ai choisi de poser les grandes questions. D'autres scrutent la microéconomie, industrie par industrie ou société par société. C'est précisément à cette échelle où, traditionnellement, on s'attend à trouver les explications essentielles.

Comme préface à cette étude d'envergure, je voudrais attirer l'attention sur certains points saillants, tant analytiques qu'empiriques, concernant l'évolution de la productivité – et qui semblent mériter qu'on s'y attarde. On trouvera dans les articles qui suivent beaucoup de données pertinentes, de même que certaines pistes pouvant éventuellement mener à des réponses. Mais le sujet ne s'en trouvera pas épuisé pour autant.

Premièrement, une question très ancienne : dans quelle mesure la productivité sociale (la valeur) de la recherche et des activités connexes dépasse-t-elle leur productivité privée? Évidemment, la réponse ne peut être formulée qu'en termes de « moyenne ». Pour certaines innovations technologiques – entre autres –, la réponse ne peut qu'être que « pratiquement nulle », alors que pour d'autres, elle sera « considérable ». Peut-être pourrait-on distinguer des grands groupes de projets de recherche – et d'innovations qui en découlent – selon l'ampleur probable de leurs résultats à ce chapitre. La portée pratique de cette question concerne le bien-fondé des subventions gouvernementales à la recherche et l'efficacité de leur affectation. La distinction un peu floue, habituellement utilisée dans les discus-

sions sur les politiques publiques, différencie la recherche « fondamentale » et « appliquée », ou alors celle « en amont » et « en aval », mais on pourrait probablement trouver mieux.

Une question connexe – et plus susceptible de faire l'objet de recherches empiriques – serait : quelle partie de l'augmentation de la productivité multifactorielle passe dans les profits des entreprises et quelle proportion va aux autres facteurs de production et à l'ensemble des consommateurs sous forme de baisse des prix (relatifs) ou d'accroissement du surplus du consommateur? Il s'agit de nouveau d'une question intrinsèquement « agrégée », puisque les cas individuels varieront grandement. (Quelques études de cas n'en resteraient pas moins extrêmement intéressantes.) Dans le sillage de Schumpeter, la plupart des modèles endogènes de changement technologique semblent plus ou moins supposer que les innovateurs obtiennent instantanément un pouvoir monopolistique sur leurs inventions – mais cette idée paraît simpliste. Comme l'illustreront certains chapitres de ce numéro, cette question sous-tend toute interprétation de l'essor explosif des technologies de l'information. À l'époque, certains observateurs avaient noté des taux de rendement privé extrêmement élevés pour les investissements dans les ordinateurs et le matériel connexe; mais dans ce cas, on peut se demander pourquoi les investissements n'y ont pas été encore plus considérables, ou pourquoi personne ne semble avoir regretté d'y avoir mis fin trop rapidement. En fait, des indices de surinvestissement sont apparus. Le boum et ses suites restent un domaine prometteur pour des recherches de ce genre.

L'allusion à Schumpeter me rappelle une autre énigme (de moindre importance) susceptible d'être étudiée en utilisant le genre de matériel présenté dans certains de ces articles. Schumpeter a parlé de « destruction créatrice » comme caractéristique d'un changement technologique en cours; et les modèles théoriques qui prétendent s'inspirer de l'approche schumpeterienne tentent habituellement d'appliquer cette idée. Personne ne met en doute que la destruction créatrice se produise fréquemment : le disque compact a effectivement éliminé le microsillon traditionnel, et ainsi de suite. Cependant, il est aussi évident que certaines technologies nouvelles s'avèrent complémentaires à des technologies plus anciennes : le CD était un produit complémentaire efficace pour les amplificateurs et les haut-parleurs, le bardage de vinyle a remplacé les bardeaux en bois tout en s'avérant complémentaire à d'autres techniques de construction d'habitations. Peut-on formuler des résultats quantitatifs concernant ce processus? Il est à tout le moins plausible que les innovations donnent plus fréquemment lieu à des perfectionnements créatifs dans les technologies de l'information que dans les matériaux industriels et les biens de consommation.

Jusqu'à maintenant, les questions qui me sont venues suite à la lecture des articles de ce numéro ont été nettement idiosyncratiques. Je terminerai avec deux autres qu'on ne peut taxer de l'être : l'une porte sur la distinction entre biens et services. Selon l'idée reçue, la productivité s'accroît plus rapidement dans la production de marchandises que dans le secteur tertiaire. Mais le ralentissement de la productivité au cours des années soixante-dix et des années quatre-vingt a été

moins marqué dans la fabrication que dans le reste de l'économie. Je pense que beaucoup d'observateurs, y compris quelques économistes, ont pensé que ce décalage découlait de la nature même de la prestation des services. Si c'était effectivement le cas par le passé, dans quelle mesure est-ce toujours vrai après la révolution des TI ? Le secteur tertiaire a été un grand consommateur d'ordinateurs et d'équipements connexes, de même que de logiciels. Cela a-t-il modifié les anciens présupposés au sujet de la productivité du travail et de la productivité multifactorielle ? (Le problème de mesure sous-jacent est ardu. Quiconque a déjà été confronté à un menu informatisé débitant quelque chose du genre : « Si vous voulez commander un tapis rond, SVP appuyez sur le 1 ; pour un tapis carré, SVP appuyez sur le 2 ; si vous souhaitez commander un tapis trapézoïdal, raccrochez et veuillez nous rappeler l'an prochain. » sait qu'une partie des gains de productivité illusoire dans les services s'obtient par le transfert au consommateur d'une part du travail ou du temps nécessaires à leur prestation.)

Enfin, j'en arrive à la question fondamentale abordée par Oliner et Sichel à la fin de ce numéro. La récente reprise de la croissance de la productivité a-t-elle des chances de durer encore longtemps ? La réponse à cette question est de conséquence, aussi bien pour l'Amérique du Nord que pour les autres pays. Pendant les années soixante-dix et les années quatre-vingt, le problème consistait à se demander pourquoi la croissance de productivité était si lente en dépit des progrès évidents de l'informatisation et, plus généralement, des technologies de l'information. Mais ce qui devait arriver s'est finalement produit dans les années quatre-vingt-dix : la croissance de la productivité a décollé. Le lien avec la technologie de l'information n'attendait que d'être fait ; et tout ce numéro constitue un condensé, mis à jour, de l'état des connaissances sur le rôle des technologies de l'information dans l'essor subit de la productivité.

Je suppose que la principale surprise aura finalement été la constatation qu'une si grande partie de l'accélération de la productivité nationale provenait de la production du matériel connexe aux technologies de l'information et non des industries qui utilisent ces dispositifs. Du côté des utilisateurs, une autre conclusion intéressante est le rôle primordial qu'ont joué – du moins aux États-Unis – des secteurs auxquels on ne pense pas habituellement, comme le commerce de gros et de détail, de même que les services financiers.

Des considérations comme celles-là doivent être prises en compte lorsqu'il s'agit de formuler des prédictions éclairées concernant l'évolution probable de la productivité pour l'ensemble de l'économie. L'état actuel des connaissances ne peut guère fournir plus que des impressions. Oliner et Sichel tirent une certaine confiance pour l'avenir immédiat du fait que la considérable croissance de la productivité au cours des années quatre-vingt-dix a continué pendant les trois années de la première récession et également par la suite, lors de la timide reprise – précisément le type de conjoncture pendant laquelle la productivité est habituellement faible. J'estime qu'ils en arrivent à des prévisions dans la bonne fourchette et ce, pour des raisons valables, mais c'est un sujet dont il faudrait discuter à fond à la lumière des résultats exposés dans ces articles.